

MANIFESTE



NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC

MANIFESTE DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC

Nous sommes des travailleuses et des travailleurs, nous sommes des hommes et des femmes de diverses origines culturelles, nous sommes jeunes ou âgés, nous sommes des Québécoises et des Québécois qui, comme la majorité des leurs, veulent vivre dans un pays libéré des inégalités et des injustices, un pays souverain et pleinement démocratique.

Que voyons-nous aujourd'hui ?

Loin de se résorber, les inégalités marquent chaque jour plus profondément la société québécoise: inégalités entre les hommes et les femmes, entre les riches et les pauvres, entre les grands centres et les régions.

L'emploi est devenu le nouveau privilège. La pauvreté et la misère sont le lot d'un nombre toujours plus grand de travailleuses et de travailleurs. Les jeunes et les personnes âgées n'arrivent plus à trouver la place qui devrait leur revenir. La solidarité sociale s'effrite alors que règne le mythe de l'entrepreneurship.

Nous voyons aussi des gouvernements, des partis et des organisations patronales qui craignent comme la peste l'expression de la souveraineté populaire et qui cherchent par tous les moyens à planifier la défense et le sauvetage de l'État fédéral.



Devant cette situation nous, jeunes, femmes, travailleuses et travailleurs, retraités, sans emploi, croyons en l'urgence d'une voix politique nouvelle capable de faire la lutte aux partis existants. Nous appelons à la constitution d'une formation politique candidate au pouvoir et apte à mettre en oeuvre un programme fondé sur les aspirations sociales et démocratiques de l'immense majorité d'un peuple souvent sondé, jamais écouté.

Dans ce but, nous nous sommes organisés au sein du Nouveau Parti Démocratique du Québec et nous fondons notre action et notre programme dans une perspective socialiste et démocratique dont voici les orientations.



Pour la souveraineté populaire et l'indépendance du Québec

Le Québec est une société distincte. Il l'a toujours été. Ce qui fait sa distinction, c'est qu'il est fondé sur un peuple qui possède en commun une langue, une culture et des institutions qui lui sont propres.

Ce peuple a le droit de s'autodéterminer comme tous les autres peuples jusqu'à, y compris, celui de se constituer en nation et de se doter de son État national distinct si telle est son aspiration. Or cela, jamais la constitution canadienne, les institutions politiques et judiciaires canadiennes ne l'ont reconnu ni en 1837, ni en 1867 et moins encore aujourd'hui.

Nous sommes soumis à une constitution fédérale qui nous a été imposée et qui est illégitime du strict point de vue de la démocratie. En ce sens, nous considérons que la « question nationale » est fondamentalement une question de démocratie et qu'il appartient au peuple québécois et à lui seul de la résoudre.

Nous affirmons qu'il n'y a qu'une seule solution légitime pour sortir de l'impasse constitutionnelle dans laquelle nous ont enfermé nos gouvernements tant à Québec qu'à Ottawa: il faut que le peuple québécois ait enfin l'occasion d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination.

Nous affirmons qu'il ne saurait suffire que le Québec obtienne davantage de pouvoirs en matière d'éducation, de communications, de culture, de langue et d'immigration pour assurer notre plein épanouissement comme peuple. Le progrès social, économique et culturel du peuple québécois passe nécessairement par la maîtrise de tous les outils de développement de sorte qu'il se réalise dans le sens de nos intérêts et aspirations propres.

Nous affirmons que l'heure est aujourd'hui au plein exercice par le peuple québécois de son

droit à déterminer lui-même et sans préalable les conditions de son avenir en affirmant sa souveraineté et en constituant son État indépendant.

Nous déclarons enfin qu'il appartient au peuple québécois d'affirmer son existence, sa spécificité, les principes et les moyens qu'il juge nécessaires pour défendre et promouvoir son développement en consignant sa volonté dans une constitution, c'est-à-dire la Loi fondamentale qui aura préséance sur toutes les autres lois.

Une charte des droits et libertés, une charte de la langue, les droits de la minorité anglophone comme ceux des minorités ethno-culturelles, les droits des autochtones, le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes devront y être enchâssés.

Afin qu'elle soit l'expression la plus élevée de la souveraineté populaire, nous affirmons enfin que l'élaboration de notre constitution doit être confiée à une assemblée constituante élue et représentative de toutes les grandes composantes de notre société.

Nous pensons qu'aussi longtemps qu'on prétendra éviter ce processus démocratique, l'impasse constitutionnelle et politique se prolongera.



Pour le droit des Premières Nations à s'autodéterminer

L'histoire des peuples autochtones au Québec et au Canada, depuis la « découverte » jusqu'à nos jours en passant par l'« Acte des Sauvages » de 1876 devenue la « Loi des Indiens » en 1933, est marquée par la négation de leur statut de nation et leur a imposé subordination et assimilation.

Tout comme le peuple québécois, les Premières Nations veulent que le droit à l'autodétermination leur soit reconnu et que sur la base de cette reconnaissance, elles puissent traiter d'égal à égal avec les autres nations. En ce sens, nous faisons nôtre la déclaration de décembre 1980 de l'Assemblée des Premières Nations du Canada proclamant « le droit à l'autonomie politique et à l'autodétermination de toutes les nations autochtones ».

La reconnaissance de ce droit fondamental de tous les peuples inclut celui de se constituer en nation souveraine sur un territoire donné si telle est leur volonté.

Nous affirmons la nécessité pour les gouvernements du Québec et du Canada de négocier le transfert de compétences législatives et administratives qu'impose le respect du droit à l'existence des Premières Nations avec les représentants et les représentantes des Amérindiens et des Inuits du territoire.



Pour la démocratie

Nous vivons au Québec une démocratie inachevée. Le pouvoir économique qui affecte largement les conditions de vie de toute la population est concentré entre les mains d'une minorité possédante. Les droits individuels et collectifs, notamment le droit de se syndiquer et de négocier nos conditions de travail, sont régulièrement niés.

Notre système électoral enferme le débat politique dans le carcan du bipartisme et prive de larges pans de la population d'une représentation conforme à leur volonté au sein de l'Assemblée nationale.

Les femmes et les minorités ethno-culturelles demeurent sous-représentées au sein des pouvoirs politiques, économiques et juridiques.

Nos institutions sociales et nos services publics sont dominés par un système bureaucratique généralement fermé à l'initiative populaire. L'éducation publique, les écoles et les commissions scolaires demeurent dominées par les églises catholiques et protestantes à l'encontre de tout régime démocratique.

Les régions sont dépourvues des pouvoirs qui leur permettraient de maîtriser leur développement et de renverser les tendances à l'appauvrissement et à l'exode de leur population qui vient grossir la masse des sans-emploi dans les grands centres urbains.

Bref, nous sommes collectivement dépossédés des leviers politiques, économiques et sociaux pourtant essentiels à notre avenir.

Nous affirmons la nécessité d'élargir le champ de la souveraineté populaire par la démocratisation de l'économie, par la décentralisation de l'État et par la réforme du régime électoral dans le sens d'une représentation proportionnelle.

Pour la solidarité sociale

À l'heure où le peuple québécois est appelé à prendre en main sa destinée et à définir les conditions de son avenir, le débat sur le régime social et économique qui nous gouverne est plus que jamais à l'ordre du jour.

De la même manière qu'aucune condition préalable ne peut et ne doit être posée à la réalisation de l'indépendance nationale, nous affirmons que la poursuite de cet objectif ne peut et ne doit servir de justification aux éternels sacrifices exigés des travailleuses et des travailleurs comme de la population dans sa grande majorité.

La lutte pour l'indépendance nationale n'a de sens que si elle s'inscrit dans la lutte pour une société plus démocratique, plus équitable, plus juste.

Que voyons-nous aujourd'hui ?

Un taux de chômage de dix à vingt pour-cent selon les régions est devenu la norme même lors des périodes de forte croissance économique.

Ce contingent de sans emploi et la concurrence étrangère favorisée par l'extension du libre-échange servent de prétexte aux gouvernements pour faire front commun avec les compagnies pour abaisser les conditions de travail de celles et de ceux qui ont le « privilège » de détenir un emploi.

La fiscalité devient chaque année plus injuste. Nos gouvernements réduisent la progressivité de l'impôt sur le revenu, multiplient les échappatoires fiscaux dont seuls peuvent profiter les plus nantis.

Parallèlement ces mêmes gouvernements introduisent la TPS, forcent l'accroissement des impôts fonciers, augmentent indûment la facture de l'hydro-électricité et coupent dans le financement du transport en commun, toutes mesures qui ont pour résultat d'appauvrir encore davantage les personnes à faible et moyen revenu.

Un dollar sur deux échappe à l'impôt à cause des concessions fiscales dont jouissent les mieux

nantis et des compagnies devenues sources de dépenses plutôt que de revenus pour l'État. Nos gouvernements vont même jusqu'à taxer l'emploi (taxe sur la masse salariale) plutôt que les profits des compagnies les plus rentables.

L'iniquité de la fiscalité et le chômage chroniquement élevé sont les grands responsables du déficit des finances publiques. Au nom de la lutte au déficit, nos gouvernements coupent dans les programmes sociaux, réduisent la qualité des services publics, restreignent l'accès à l'éducation, aux soins de santé et au logement, privatisent nos outils de développement.

Tous ces choix appauvrissent un nombre croissant de Québécoises et de Québécois et minent les conditions de notre développement collectif et individuel.

Nous affirmons la nécessité d'une nouvelle stratégie de développement ouvertement fondée sur la réalisation du plein emploi plutôt que sur les intérêts des sociétés privées vivant aux crochets de l'État pour le seul bénéfice de leurs actionnaires.

Nous affirmons que l'équité fiscale doit être au centre de toute politique visant à renflouer les finances publiques et assurer le maintien et l'extension des services publics et des programmes sociaux dont la population du Québec a besoin pour s'épanouir.

Nous affirmons la nécessité de garantir à toutes et à tous la sécurité du revenu et d'assurer l'égalité et l'indépendance économiques des femmes.

Nous affirmons l'urgence de décentraliser les leviers de développement social, économique et culturel de manière à favoriser une véritable revitalisation de toutes les régions du Québec tout en conservant à l'État québécois le rôle majeur de coordonner activement l'ensemble de ces efforts.



Pour un environnement de qualité

La préoccupation pour un environnement sain et de qualité ne cesse de croître. Il se passe rarement un mois sans qu'une nouvelle catastrophe écologique ne monopolise les manchettes. Par-delà le spectaculaire, la dégradation de l'air que l'on respire, de l'eau que l'on boit, de la terre qui nous nourrit s'aggrave chaque jour davantage.

Alors que tous les partis politiques et tous les gouvernements discourent volontiers sur leurs préoccupations environnementales, la mise en oeuvre d'une politique cohérente dans ce domaine est constamment repoussée.

L'étalement urbain continue à être favorisé par les politiques d'aménagement du territoire élaborées en fonction de l'intérêt des promoteurs immobiliers et industriels. On interdit ainsi le développement du transport en commun tout en le rendant de moins en moins attrayant en favorisant une hausse indue des tarifs.

La gestion des déchets dangereux est toujours aussi... dangereuse. On sabre allègrement dans le budget du ministère de l'environnement. Les grands pollueurs s'en tirent encore et toujours sans payer la note. Bien plus encore, on subventionne à coups de millions les grandes industries polluées ou énergivores sans, évidemment, réclamer de comptes quant à leur bilan environnemental.

Les vieux partis s'entendent tous deux pour tenter d'interdire tout véritable débat public sur le développement de la capacité de production d'énergie hydro-électrique malgré son importance et son impact environnemental aussi bien que social et économique.

Nous affirmons que la préoccupation pour l'environnement doit être l'un des fondements d'une véritable stratégie de développement économique et social répondant aux aspirations de la population à vivre et à s'épanouir dans un milieu

sain et protégé pour les générations à venir. Le laisser-faire économique qui a tenu lieu de programme de gouvernement jusqu'à aujourd'hui est incompatible avec la protection de notre environnement.

Notre qualité de vie, et même notre survie, dépend de notre capacité à éliminer la pauvreté et à assurer l'équité dans la distribution et l'accès aux ressources.



L'urgence d'une nouvelle politique

Nous sommes des travailleuses et des travailleurs dont plusieurs sans emploi, nous sommes des hommes et des femmes de diverses origines culturelles et linguistiques, nous sommes jeunes ou âgés, nous sommes des Québécoises et des Québécois qui, comme beaucoup des leurs, veulent que leur aspiration à vivre dans un pays libéré des inégalités et des injustices, un pays souverain et pleinement démocratique, soit portée par un parti politique dans lequel elles et ils peuvent pleinement se reconnaître.

Que voyons-nous aujourd'hui ?

À l'Assemblée nationale, nous voyons agir deux partis politiques qui, dans l'exercice du pouvoir, se ressemblent comme frères siamois.

Deux partis qui défendent les mêmes politiques, qui ont appuyé l'Accord de libre-échange du gouvernement des grandes corporations, le gouvernement Mulroney.

Deux partis qui n'ont cessé de se relancer dans les coupures en éducation et en santé.

Deux partis qui donnent au gouvernement Bourassa toute la latitude nécessaire pour imposer sa vision du fédéralisme renouvelé.

Deux partis qui sont d'accord avec la taxe sur les produits et services et qui n'hésitent pas à recourir au bâillon et au secret commercial pour camoufler leurs politiques économiques anti-sociales.

Deux partis qui n'hésitent pas à décréter, à imposer aux employées et employés de l'État leurs conditions de travail et leurs conditions salariales, qui ont foncièrement les mêmes orientations sur l'aide sociale, la formation professionnelle ou les frais de scolarité.

Deux partis, enfin, qui ont applaudi de concert à l'intervention armée contre l'Iraq aux côtés des émirs du pétrole tellement leurs dirigeants logent à la même enseigne.

Deux partis que seules les apparences et les personnalités différencient. Deux partis qui n'en font plus qu'un seul.

Nous ne pouvons être plus longtemps des orphelins politiques, des spectateurs dans l'arène où se joue notre vie.

Face à ces partis politiques, nous avons besoin du nôtre. Nous avons besoin d'un parti qui représente nos intérêts de travailleuses, de travailleurs, de jeunes et de femmes d'ici. Nous avons besoin d'un parti décidé à lutter contre la récession en créant de l'emploi plutôt qu'en luttant contre un déficit créé de toutes pièces.

Nous avons besoin d'un parti qui n'opposera pas « question nationale » et « question sociale », un parti engagé à la fois dans la défense de nos acquis sociaux et dans la conquête de notre indépendance nationale.

Nous avons besoin d'un parti qui soit notre mémoire et notre avenir, qui nous permette d'écrire notre propre histoire, d'accéder à l'indépendance politique.

Nous avons besoin de ce parti maintenant.

Attendre, c'est permettre aux dirigeants du Parti Québécois d'avoir à nouveau la possibilité de trahir les jeunes, les femmes, les travailleuses et les travailleurs derrière le masque fragile du progressisme et du préjugé favorable. Attendre, c'est permettre encore à ce même parti d'utiliser la question nationale comme un leurre pour faire accepter l'inacceptable.

Nous croyons que le moment est venu d'agir pour la création d'un parti nouveau prenant appui sur nos organisations syndicales et populaires.

Nous voulons nous réunir et nous coaliser, sans imposer notre organisation, avec toutes celles et tous ceux qui souhaitent que nos organisations syndicales et populaires prennent l'initiative d'appeler à la fondation d'un parti du travail large et capable de contester aux partis en place la direction de l'État.

Nous invitons tous ceux et toutes celles qui partagent aujourd'hui les mêmes convictions à joindre le Nouveau Parti Démocratique du Québec pour construire dès maintenant le cadre nécessaire à l'émergence d'une véritable alternative politique.





Nouveau Parti Démocratique du Québec
1400, de Maisonneuve est
Montréal, (Québec) H2L 2A7

(514) 523-3115 septembre 1991